



VILLE DE HAGONDANGE

**MARCHE D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS
DE CHAUFFAGE ET DE PRODUCTION D'EAU
CHAUDE SANITAIRE DES LOGEMENTS
COMMUNAUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Type, durée du marché et prise d'effet	4
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
2.1 - Pièces générales et particulières	4
2.2 - Documents concernant les entreprises.	5
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT L'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
3.1 - Prestations de service P2	5
3.2 - Garantie Totale P3.....	5
3.3 - Prescriptions et règlement à observer	5
3.4 - Installations futures	5
3.5 - Sécurité	5
3.6 - Responsabilités.....	5
3.7 - Horaires d'interventions	5
ARTICLE 4 - PERSONNEL D'EXECUTION	6
ARTICLE 5 - CONTRÔLE D'EXECUTION	6
ARTICLE 6 - REDEVANCES DE FACTURATION.....	7
6.1 - Redevance « Prestation de conduite et petit entretien P2 »	7
6.2 - Redevance « Garantie Totale P3 »	7
ARTICLE 7 - AJUSTEMENT DES REDEVANCES	7
ARTICLE 8 - VARIATION DANS LES PRIX	7
8.1 - Prestations de conduite et d'entretien courant (P2)	7
8.2 - Prestations de gros entretien et renouvellement des installations (P3)	8
ARTICLE 9 - ASSURANCE	8
ARTICLE 10 – CONTROLES, RETARDS, INTERRUPTIONS, INSUFFISANCE OU EXCES DE LA FOURNITURE, PENALITES.....	9
10.1 - Pénalités pour retards inférieurs à 48H	9
10.2 - Pénalités pour retards supérieurs à 48H	9
10.3 - Pénalités pour mauvais service	9
10.4 - Pénalités pour non transmission du rapport d'activité annuel	9
10.5 - Modalités d'application et mise en demeure	9
10.6 - Dispositions communes.....	9
ARTICLE 11 – RESILIATION ANTICIPEE – ADAPTATION EN CAS DE FORCE MAJEURE	10
11.1 - Résiliation anticipée à l'initiative de la Commune.....	10
11.2 – Adaptation temporaire en cas de force majeure	10
ARTICLE 12 – CAS DE FORCE MAJEURE	10

ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION	10
ARTICLE 14 – REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT	10
ARTICLE 15 – CESSION – SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 16 – DEROGATIONS	11

-oooOooo-

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet du marché

Le marché a pour objet :

L'entretien des installations de chauffage et de production d'eau chaude des logements communaux de la ville de Hagondange pour les années 2018 à 2023.

C'est un marché public de fournitures courantes et de services.

C'est un contrat de petit entretien de type P2 et de garantie totale des installations de chauffage et d'eau chaude sanitaire, de type P3.

Ce marché est régi par le décret en vigueur approuvant le cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics d'exploitation de chauffage, édition 1991 du journal Officiel de la République Française fascicule n°2008.

1.2 – Type, durée du marché et prise d'effet

Le marché « contrat de type P2 + P3 » est un marché ferme d'un an renouvelable 4 fois pour un période de 5 ans allant de la date de notification. Il pourra toutefois être dénoncé par décision expresse du client intervenant dans un délai de deux mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution (exercice) sur simple décision de sa part.

Le présent marché est conclu de la notification du marché au 31 décembre 2023.

La première campagne d'entretien des installations de chauffage et de production d'ECS sera réalisée courant février 2019.

Par contre, les interventions de dépannage débutent dès la notification du marché.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1 – Pièces générales et particulières

A. Pièces particulières

- a) l'Acte d'Engagement (AE) du titulaire du marché et ses annexes
- b) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- c) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)

B. Pièces générales

- e) La norme NF X 50-010 (juin 1994). Contrat d'abonnement d'entretien des chaudières à usage domestique utilisant les combustibles gazeux
- f) le Cahier des Clauses Techniques Générales, applicables aux marchés d'exploitation des installations de chauffage, avec Garantie Totale (Brochure n° 5.602 – Journaux Officiels)
- g) le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services ainsi que pour les articles qui le concernent en terme P3 le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés de travaux, qui deviennent en conséquence des clauses particulières du présent contrat
- h) NF EN 15378 (juin 2008) : système de chauffage dans les bâtiments – Inspection des chaudières et des systèmes de chauffage.

Ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

2.2 - Documents concernant les entreprises

La production d'un mémoire justificatif et d'une notice d'organisation tels que définis au Règlement de Consultation, conditionne la signature des entreprises.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT L'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 - Prestations de service P2

La main d'œuvre, les petites fournitures (huile, graisse, visserie, petites pièces détachées, chiffons, petit matériel de faible valeur unitaire (moins de 20 euros HT prix d'achat Titulaire)), les produits d'entretien de toute nature, l'outillage, les ingrédients de traitement d'eau de chauffage, les filtres de tous circuits hydrauliques, les appareils de mesure ou de contrôle, nécessaires pour l'exécution des prestations, sont fournis par l'exploitant.

3.2 - Garantie Totale P3

Toute la main d'œuvre, l'outillage et le matériel de remplacement, y compris les travaux d'adaptation et de remise en état des lieux nécessaires pour le gros entretien, la garantie totale sont fournis par l'exploitant.

3.3 - Prescriptions et règlement à observer

L'ensemble de la fourniture et des travaux doit être conforme aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements, normalisation et à celles de tous les textes subséquents, en vigueur au premier jour du mois d'exécution des travaux.

3.4 - Installations futures

En ce qui concerne les bâtiments futurs, ils pourront être rattachés au présent marché après remise au client d'une offre chiffrée et acceptée par lui, en passant un avenant au présent marché.

3.5 - Sécurité

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel, des locaux et du matériel du maître d'ouvrage.

3.6 - Responsabilités

Dès la prise en charge des installations, le Titulaire est responsable du bon fonctionnement, du maintien en bon état et de la sécurité des installations qui lui sont confiées et le Maître d'Ouvrage ne pourra être mis en cause directement ou indirectement pour les fautes ou infractions commises par le titulaire du marché.

3.7 – Horaires d'Interventions :

3.7.1 – Entretien courant :

L'entretien courant des appareils doit être effectué du lundi au vendredi inclus de 8H à 18H.

La date et l'heure de chaque intervention doivent être annoncées par le prestataire au moins 15 jours à l'avance.

Un avis de passage sera distribué par voie postale ou déposé dans chaque boîte aux lettres. L'usage peut éventuellement demander le report de cette visite, pour convenances personnelles, au moins 3 jours avant la date d'intervention.

Une copie de l'avis de passage devra être laissée à l'agence.

La date d'intervention du titulaire devra correspondre à la date anniversaire de la visite précédente, une tolérance de plus ou moins un mois par rapport à cette date est accordée. Cette tolérance ne doit pas se traduire par une réduction du nombre total de visites prévues au contrat.

Si un usager est absent à la date annoncée par le titulaire, ce dernier dépose un avis dans la boîte à lettre de l'utilisateur l'informant d'un nouveau passage ou lui demandant de fixer un rendez-vous. L'entreprise ayant une obligation de résultat, tous les appareils seront visités au moins une fois par an. Le titulaire transmettra au service technique de la ville de Hagondange la liste des personnes n'ayant pas répondu après un 2^{ème} avis de passage.

3.7.2 - Dépannages :

Les interventions exceptionnelles de dépannage seront effectuées en cas d'urgence, sur simple appel téléphonique de l'utilisateur. Le Titulaire devra, pour cela, mettre en place ou utiliser les services d'une permanence téléphonique, 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Le Titulaire sera tenu d'intervenir dans un délai maximal de quatre heures ou du délai optimisé fixé dans l'acte d'engagement, dès réception de la demande et de remettre l'installation en état de marche, dans le moindre délai.

Le délai d'intervention sera comptabilisé à partir de l'heure d'appel si celui-ci intervient avant 17h et à partir de 8h du matin si celui-ci intervient après 17h. (sauf si fuite de gaz).

De convention expresse, il est admis par le Titulaire du présent marché, que le décompte de son temps d'intervention aura pour point de départ, les dates et heures d'appel des usagers.

De plus, le non-respect répétitif de ces délais pourra entraîner la résiliation du contrat d'exploitation.

ARTICLE 4 - PERSONNEL D'EXECUTION

Les travaux sont exécutés sous la direction de l'exploitant qui doit se conformer strictement aux prescriptions du maître d'ouvrage.

L'exploitant est responsable de ses agents, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit :

- d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents ne donnant pas satisfaction
- de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par l'exploitant.

Le non-respect des qualifications précisées dans le CCTP, entraîne, après mise en demeure, rupture du marché du fait de l'exploitant.

ARTICLE 5 - CONTRÔLE D'EXECUTION

Le service technique peut à tout moment procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler, à ses frais par un organisme technique, les appareils concernés par le présent marché.

Ces contrôles et vérifications ne dégagent en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière. Dans le cas où ces contrôles démontreraient que les opérations d'entretien n'ont pas été effectuées conformément au marché, le titulaire sera tenu de les effectuer à nouveau sans supplément de prix et rembourserait à la ville de Hagondange les honoraires des organismes contrôleurs engagés.

La ville de Hagondange pourrait résilier le marché sans indemnité dans le cas d'anomalies constatées, de retards successifs dans les interventions, signalés par lettre recommandée ou par mail avec accusé de réception.

ARTICLE 6 – REDEVANCES DE FACTURATION

Pour assurer le chauffage, la fourniture de l'eau chaude sanitaire, l'entretien et la conduite des installations des logements désignés à l'annexe 1 suivant les besoins du client précisés au CCTP, le Titulaire facturera à ce dernier les redevances définies ci-après.

6.1 - Redevance "Prestation de conduite et petit entretien" (P2)

La redevance P2 correspond au prix forfaitaire des fournitures et prestations de conduite et petit entretien réputées nécessaires pour assurer le chauffage et le réchauffage de l'eau chaude sanitaire pendant toute la durée du contrat selon les termes du CCTG des marchés d'exploitation de chauffage.

6.2 - Redevance "Garantie Totale" (P3)

La redevance P3 établie par le Titulaire correspond à des travaux imprévus ou urgents pour un montant estimatif. Le Titulaire reconnaît que les prix du marché comportent des redevances suffisantes pour constituer des provisions lui permettant d'assumer la Garantie Totale et s'engage à prendre les dispositions pour pouvoir disposer à tout moment des fonds nécessaires à l'exécution des travaux de Garantie Totale.

ARTICLE 7 – AJUSTEMENT DES REDEVANCES

Redevance des prestations P2 et P3

La redevance P2 correspond au montant des prestations de conduite et de petit entretien pour lesquelles l'exploitant a l'exclusivité.

Le prix des postes P2 et P3 sont fixes et forfaitaires pendant l'année considérée. Ils font l'objet d'un réajustement à chaque échéance annuelle selon les termes de la formule de révision pour servir de base à la facturation à venir.

ARTICLE 8 – VARIATION DANS LES PRIX

Le présent marché est conclu pour une durée maximum de CINQ ANS à compter de la notification du marché. A l'échéance de l'année, un AVENANT sera établi, éventuellement suite à une modification des installations.

Les prix fermes, révisibles, fixés à l'article 7 ci-avant correspondent aux conditions économiques de septembre 2018, sont établis pour une durée d'UN AN.

Les prix du présent marché sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P_m = P_0 \times C$$

avec :

P_0 : prix de base, réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 = septembre 2018

P_m : prix révisé (prix de règlement), réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m (septembre de chaque année)

C : coefficient de révision, comportant trois décimales et arrondi au millième supérieur.

8.1 - Prestations de conduite et d'entretien courant (P2)

L'(les) index de référence I choisi(s) en fonction de sa(leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du présent marché est(ont) le(s) suivant(s) :

Index de référence : ICHT-IME : Indice du coût horaire du travail - Industries mécaniques et électriques

FSD2 = Frais et services divers n°2 publié au Moniteur TP

Support de publication : Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics

Le coefficient de révision (C) est donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,7 \times [\text{ICHT-IME}_m / \text{ICHT-IME}_0] + 0,15 \times [\text{FSD2}_m / \text{FSD2}_0]$$

avec :

ICHT-IME₀ et FSD2₀ : valeur des index de référence pour le mois m₀ = **Septembre 2018**

ICHT-IME_m et FSD2_m : dernière valeur connue des index de référence pour le mois m, au moment du calcul de la révision

8.2 - Prestations de gros entretien et renouvellement des installations (P3)

L'(les) index de référence I choisi(s) en fonction de sa(leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du présent marché est(sont) le(s) suivant(s) :

Index de référence : BT 40 - Indice national bâtiment, chauffage central

Support de publication : Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics

Le coefficient de révision (C) est donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times [\text{BT40}/\text{BT40}_0]$$

avec :

BT40₀ : valeur de l'index de référence pour le mois m₀ = septembre 2018

BT40_m : dernière valeur connue des index de référence pour le mois m, au moment du calcul de la révision

ARTICLE 9 - ASSURANCE

Le Titulaire est tenu de souscrire, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, et pour des montants suffisants, de façon à ce que le Maître d'Ouvrage ne puisse jamais être inquiété ni obligé d'assumer les réparations, toutes polices d'assurances utiles couvrant notamment :

- les conséquences pécuniaires des responsabilités de toute nature résultant de l'exploitant lui-même ou de l'exploitation des installations de chauffage à raison de dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non, occasionnés aux tiers y compris de Maître d'Ouvrage.
- Les conséquences dommageables susceptibles d'affecter les biens meubles ou immeubles qui lui sont confiés, résultant au minimum d'incendie, explosion, inondation, foudre, tempête, vol, acte de vandalisme, bris de machines, attentats et catastrophes naturelles, etc ...

Les garanties souscrites devront être étendues à la partie des ouvrages non confiés au titulaire et abritant des installations confiées au titulaire.

Le titulaire s'engage à produire à tout moment et sur simple demande au Maître d'Ouvrage les attestations d'assurance afférentes à chacune des polices souscrites.

Il s'engage également à informer par lettre recommandée avec AR de toutes modifications des contrats d'assurance souscrits à la condition que celles-ci modifient l'étendue, la nature ou les montants de garantie voulus par le Maître d'Ouvrage dans le cas du présent marché.

Les primes correspondantes aux assurances ci-dessus sont réputées incluses dans la rémunération de prestations P2.

Sinistres : Dans tous les cas, dès constatation d'un sinistre ou de dommages aux installations, l'exploitant devra :

- déclarer le sinistre à ses assureurs,
- prendre immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir la sécurité des biens et des personnes
- informer immédiatement les services du Maître d'Ouvrage

ARTICLE 10 - CONTROLES, RETARDS, INTERRUPTIONS, INSUFFISANCE OU EXCES DE LA FOURNITURE, PENALITES

Les pénalités seront appliquées dans le cas où l'intervention de dépannage, après appel justifié tel que défini à l'article 3.7.2 ne sera pas effectué dans le délai prévu au marché. Par P2, on entend le montant HT du forfait de rémunération annuelle de l'ensemble du parc de chaudière.

10.1 - Pénalités pour retards inférieurs à 48 H

La pénalité pour chacun des appareils considérés sera celle résultant de l'application de la formule suivante ci-dessous :

$$P = 2\%P2$$

10.2 - Pénalités pour retards supérieurs à 48H

La pénalité pour chacun des appareils considérés sera celle résultant de l'application de la formule suivante ci-dessous :

$$P = 5\%P2$$

10.3 - Pénalités pour mauvais service

De règle générale, le mauvais entretien des matériels constaté par le client verra l'application d'une réclamation qui devra être suivie par l'intervention sans délai de l'exploitant. Sans intervention de sa part passé huit jours, le client pourra appliquer une pénalité égale à 10 fois la valeur journalière moyenne calculée en fin de saison de la redevance du contrat P2 et P3.

Sont visés notamment les prestations d'entretien figurant à l'article 2 du CCTP.

10.4 - Pénalités pour non transmission du rapport d'activité annuel

$P = 800$ euros par mois de retard à compter du 1^{er} octobre.

10.5 - Modalités d'application et mise en demeure

Les pénalités ci-dessus définies s'appliquent dès l'apparition du défaut de fourniture et au plus tard dès l'appel du MAÎTRE D'OUVRAGE.

La période d'application des pénalités cessera dès que LE TITULAIRE aura averti le MAÎTRE D'OUVRAGE du retour à la normale à condition que ce retour soit réel.

Dans le cas de prestations non conformes, le MAÎTRE D'OUVRAGE peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le TITULAIRE en demeure de remédier aux non conformités constatées dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, le TITULAIRE ne peut assurer une fourniture normale, le MAÎTRE D'OUVRAGE peut y pourvoir aux frais et aux risques du TITULAIRE.

Les pénalités ci-dessus continuent à s'appliquer pendant la période où le MAÎTRE D'OUVRAGE assure, ou fait assurer cette fourniture à la place du TITULAIRE.

10.6 - Dispositions communes

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le titulaire sera autorisé à prendre les mesures nécessaires d'urgence, sous réserve d'en aviser sans délai la Commune.

En cas de manquement grave et dûment constaté d'une des parties vis à vis de ses obligations, l'autre partie se réserve le droit de résilier le présent contrat trente jours après sommation donnée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Est à considérer comme manquement grave de la part du titulaire, le non-respect de ses obligations. Est à considérer comme manquement grave de la part du client, outre le refus injustifié de l'accès par le titulaire des locaux techniques et aux parties d'installations ou celui-ci doit intervenir, le défaut de paiement passé le délai prévu à l'article 3 de l'acte d'engagement des sommes dues à l'exploitant dans le cadre du présent contrat.

Si, pour des raisons indépendantes du Titulaire, il est impossible de procéder à la réparation dans un délai d'une heure, le client doit en être informé immédiatement.

Passé le délai de 4 (quatre) heures consécutives à l'appel en dépannage, la Commune se réserve le droit de mandater une autre entreprise afin de pallier la défaillance du titulaire. Dans ce cas, le client imputera les dépenses générées par les réparations au compte du Titulaire en appliquant une réfaction sur le prochain appel de fonds.

Sont assimilés comme manquement grave si la même panne devait se reproduire à trois reprises sur une durée inférieure à 1 mois, le client se réserverait le droit de résilier le marché. Il en serait de même si, d'une façon générale, l'exploitant se montrait incapable d'assurer la conduite, la surveillance ou l'entretien.

ARTICLE 11 – RESILIATION ANTICIPEE – ADAPTATION EN CAS DE FORCE MAJEURE

11.1 - Résiliation anticipée à l'initiative de la Commune

Dans le cas où le Titulaire se montrerait incapable d'assurer les prestations qui lui sont confiées aux termes du présent contrat et si la cause n'en est pas imputable à un cas de force majeure, la Commune pourra mettre le titulaire en demeure de remédier à cette défaillance dans un délai de 48 (quarante-huit) heures à compter de la réception d'une lettre recommandée.

A l'expiration de ce délai si le titulaire ne pouvait assurer des prestations normales, la Commune aura la faculté d'y pourvoir avec le concours de tout tiers dûment qualifié de son choix aux frais et risques de l'exploitant en l'avisant par l'envoi d'une nouvelle lettre recommandée.

En tout état de cause si 15 (quinze) jours après l'envoi de la première lettre recommandée de mise en demeure par la Commune, le Titulaire s'avérait incapable d'assurer les prestations qui lui incombent, le contrat pourrait être résilié à tout moment à l'initiative de la Commune.

11.2 - Adaptation temporaire en cas de force majeure

En cas de force majeure prolongé, entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou une modification des conditions d'exécution du contrat, ou même un arrêt de longue durée, le Titulaire devra proposer à la Commune une adaptation provisoire à cette situation, notamment dans ses clauses d'exécution de prestations et de facturation du contrat.

Les deux parties conviendront alors des meilleures dispositions à adopter pendant le temps nécessaire, soit pour poursuivre le contrat ainsi modifié, soit pour en suspendre temporairement l'effet jusqu'à la reprise possible par le titulaire des prestations prévues au présent contrat.

ARTICLE 12 – CAS DE FORCE MAJEURE

Constituent des cas de force majeure non seulement les faits de grève, guerre... mais d'une façon générale, tous les faits ou événements imprévisibles ou inévitables y compris les interruptions dans la distribution ou l'alimentation en eau, en énergie, etc... qui mettraient l'exploitant dans l'impossibilité d'exercer tout ou partie de ses engagements de prestations prévus au présent contrat.

ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation relative à l'application ou à l'interprétation du présent marché, le Tribunal Administratif dont dépend la Commune est seul compétent en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

ARTICLE 14 – REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT

Le Titulaire s'engage à laisser en fin de contrat les installations en état normal de fonctionnement, de propreté et d'entretien.

En cas de contestation, un expert désigné d'un commun accord parmi les experts agréés par le Tribunal Administratif précisera, s'il y a lieu, la nature et l'importance des réparations à effectuer pour rendre les installations aptes à une nouvelle saison de chauffe, chacune des parties s'engageant à accepter les conclusions de l'expert.

Dans l'attente des conclusions de l'expert ou de la remise en état des installations faisant l'objet de contestations, la Commune se réserve le droit de différer le paiement des factures correspondant aux sommes nécessaires à l'exécution des travaux.

ARTICLE 15 - CESSION – SOUS-TRAITANCE

L'entreprise ne pourra céder tout ou partie du présent contrat sans l'accord écrit de la Commune. En cas de sous-traitance, l'entreprise devra obtenir l'accord préalable de la ville. Pour les paiements de prestation en termes de P3, il sera appliqué les dispositions prévues à l'article concerné du présent CCAP.

ARTICLE 16- DEROGATIONS

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 11 du CCAG.

« Lu et accepté »

L'ENTREPRENEUR